

Nigeria/Violences

Boko Haram tue 24 personnes dans le nord-est

AFP  
Kano/Nigeria

Cette nouvelle attaque démontre que le groupe islamiste, quoiqu'affaibli, n'a pas perdu de son pouvoir de nuisance.

VINGT-QUATRE personnes sont mortes dans une fusillade menée par des jihadistes de Boko Haram lors d'une veillée funéraire près de la ville de Gulak, dans le nord-est du Nigeria, a assuré hier un responsable local à l'AFP. La fusillade a eu lieu dans le village de Kuda vers 20H00 (même heure au Gabon) jeudi, "tuant 24 personnes et faisant plusieurs blessés", selon Maina Ularanu, ancien dirigeant d'une localité voisine. Le porte-parole de la police de l'Etat d'Adamawa, Othman Abubakar, a confirmé cette attaque depuis Yola, la capitale de l'Etat, à plus de 250 km de là. Il a donné un bilan moindre, de 18 morts et "de nombreux blessés". Selon M. Ularanu, les vic-

times assistaient à une veillée funéraire en l'honneur d'un chef local. "Ils sont venus en moto et ils ont ouvert le feu sur la foule, tuant 24 personnes. La plupart des victimes étaient des femmes. Ils ont volé les réserves de nourriture, ils ont brûlé les maisons puis ils sont repartis près d'une heure plus tard", a-t-il relaté. La ville de "Gulak a été libérée de Boko Haram, mais (les combattants) vivent encore dans les villages des alentours. Ils mènent des attaques surtout pour se ravitailler en nourriture", a expliqué M. Ularanu. "Les gens de notre communauté avaient quitté leurs maisons pour fuir les attaques de Boko Haram, mais ils rentrent maintenant parce qu'ils ne peuvent pas vivre dans des camps", a-t-il poursuivi. "Ils sont de nouveau confrontés à Boko Haram, qui lance des assauts nocturnes, tue des gens et vole de la nourriture". Depuis son fief de la forêt de Sambisa, dans l'Etat de Borno, le groupe islamiste Boko Haram, qui a porté al-



Photo : AFP

Malgré les coups qui lui ont été portés ces derniers mois, le groupe islamiste Boko Haram conserve une réelle capacité de nuisance. Témoin cette attaque qui a fait 24 morts dans le village de Kuda.

légeance à l'organisation État Islamique (EI), était parvenu à descendre assez bas dans l'Etat voisin de l'Adamawa en 2014, jusqu'à Mubi, à 80 km au sud de Gulak. Au fur et à mesure des attaques et de la conquête de territoire par Boko Haram, des dizaines de milliers de personnes ont alors fui leur foyer, pour descendre plus au sud, jusqu'à Yola, la capitale de l'Etat, trouvant tant bien que mal leur chemin, la seule route y me-

nant ayant été amputée de nombreux ponts. L'armée a repris le contrôle de cet Etat au cours d'une offensive qui a débuté en janvier 2015. Depuis, le calme est revenu dans l'Adamawa. La dernière attaque dans l'Adamawa remonte au 9 janvier, quand sept personnes ont été tuées et deux autres blessées à Madagali. Dans la même ville, un double attentat-suicide mené par deux femmes

avait fait 30 morts dans un marché le 28 décembre, juste après l'annonce du président Muhammadu Buhari affirmant que les islamistes avaient été vaincus "techniquement". Le nombre d'attaques islamistes a considérablement diminué dans le nord-est du Nigeria depuis le début de l'année, et selon l'armée nigériane, Boko Haram, très affaibli, a été repoussé plus au nord, autour du lac Tchad. Fin avril, l'armée a lancé une offensive dans la forêt de Sambisa, et dit y avoir chassé les derniers islamistes qui s'y trouvaient. Mais cette nouvelle attaque démontre que le groupe islamiste n'a pas perdu de son pouvoir de nuisance. Mardi déjà, le village de Kutuva, dans l'Etat de Borno, a été attaqué. Quatre personnes ont été tuées et quatre femmes ont été enlevées. Depuis sept ans, l'insurrection de Boko Haram a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés.

L'Afrique en bref

• **Congo/Politique. L'opposition accuse**  
Une coalition d'opposition congolaise a accusé hier la police d'avoir empêché la tenue d'une conférence de presse à Brazzaville au cours de laquelle elle comptait "dénoncer" l'incarcération selon elle "arbitraire" d'un candidat malheureux à la présidentielle de mars.

• **Egypte/Crash. Les deux boîtes noires de l'Airbus d'EgyptAir retrouvées**  
Les deux boîtes noires de l'Airbus A320 d'EgyptAir ont été repêchées ces dernières 24 heures en Méditerranée, près d'un mois après le crash. Elles devraient aider les enquêteurs à faire la lumière sur les causes du drame qui a fait 66 morts.

• **Kenya/Elections. Huit parlementaires inculpés**  
Huit parlementaires kenyans ont été inculpés hier par un tribunal de Nairobi pour avoir proféré des discours de haine et incité leurs partisans à la violence, un comportement susceptible d'attiser les tensions ethniques et politiques à un an des élections.

• **Niger/Violences. Sept gendarmes tués dans le sud-est**  
Sept gendarmes ont été tués lors de l'attaque jeudi du camp de Nguagam qui accueille des réfugiés et des déplacés internes fuyant le groupe jihadiste nigérian Boko Haram dans le sud-est du Niger, a-t-on appris hier de sources concordantes.

A travers le monde

• **Grande-Bretagne/Politique. La députée pro-UE Jo Cox assassinée**



Photo : AFP

Jo Cox, une députée travailliste pro-UE de 41 ans, est morte des suites de ses blessures après avoir été la cible de coups de feu jeudi à Birstall (nord de l'Angleterre), plongeant le pays dans le drame à une semaine du référendum sur l'Union européenne.

• **Irak/Conflit. 15 membres des forces de sécurité tués par l'EI dans le nord**  
Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) a tué 15 membres des forces de sécurité lors d'une attaque dans le nord de l'Irak, ont indiqué vendredi des responsables locaux.

Centrafrique/Devant la flambée de violence de cette semaine

Les Nations unies s'interposent

AFP  
Bangui/Centrafrique

LA mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a annoncé hier l'envoi d'une force d'interposition dans le nord-ouest du pays, théâtre cette semaine de violences qui ont fait au moins dix morts, les plus graves depuis l'élection du président Touadéra en février. "En réponse à l'escalade de la violence, la force de la Minusca s'est interposée entre les belligérants", a indiqué la mission des Nations

unies, qui se déclare "fortement préoccupée" par "une suite d'attaques et de représailles entre les groupes d'auto-défense soutenus par les anti-Balaka, et les éleveurs transhumants soutenus par les ex-Séléka". Au moins dix personnes ont été tuées en début de semaine et plusieurs autres blessées lors d'une attaque dans la région de Ngaoundaye menée par "des Peuls armés" et des membres de l'ex-rébellion Séléka à dominante musulmane, ont indiqué jeudi les autorités. "Le dispositif sécuritaire a

été renforcé à Ngaoundaye et dans ses environs. La Mission planifie d'envoyer davantage de renforts dans la zone affectée, notamment aux frontières avec le Tchad et le Cameroun", ajoute le communiqué de la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (le nom complet de la Minusca). "La Mission condamne dans les termes les plus fermes cette flambée de violence, dont l'impact est dévastateur sur les civils", poursuit la Minusca, sans chiffrer le bilan humain de l'attaque.

"Les combats ont occasionné un déplacement important de population civile. Un certain nombre a également trouvé refuge à la paroisse de Ngaoundaye, et d'autres ont regagné le Cameroun. Des maisons ont été brûlées et des biens saisis", ajoute la même source. Présente en Centrafrique depuis avril 2014, la Minusca revendique sur place "9 939 militaires, 1 896 policiers et 147 observateurs militaires". L'attaque dans la région de Ngaoundaye est la plus grave dans le pays depuis

l'élection du président Faustin-Archange Touadéra en février. Cette élection est censée ramener la paix en Centrafrique après plusieurs années de violences entre l'ex-rébellion Séléka à dominante musulmane, et le mouvement de résistance anti-Balaka. Réagissant à la montée de la violence dans le pays, le Premier ministre Simplicie Mathieu Sarandji a mis en garde "les groupes armés et auteurs de ce plan machiavélique visant à déstabiliser le régime du président Faustin-Archange Touadéra et la RCA".

France/Politique

Echec d'une réunion cruciale après trois mois de grèves

AFP  
Paris/France

LA ministre française du Travail et le chef du syndicat CGT ont dressé hier un constat de désaccord après leur rencontre de la dernière chance sur une réforme du droit du travail, à l'origine de trois mois de grèves et manifestations. De nouvelles journées de mobilisation sont prévues les 23 et 28 juin par un groupe de syndicats, dont la CGT qui est à la pointe d'un mouvement social contre la réforme actuellement en discussion au Parlement. Le gouvernement et la CGT n'ont "pas trouvé de consensus", a déclaré la mi-

nistre Myriam El Khomri à l'issue de cette rencontre d'une heure et demie, la première depuis mars. "Il y a des points de désaccords entre la CGT et le gouvernement sur des choses de fond, ces désaccords se sont confirmés aujourd'hui", avait auparavant souligné à sa sortie du ministère Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, première confédération syndicale du pays. Il a estimé une nouvelle fois qu'il fallait "retirer ou réécrire" plusieurs articles fondamentaux du texte. "Enrichir le texte oui, mais sans en dénaturer la philosophie, c'est très clair de ce point de vue là", a rétorqué la ministre. La réforme du droit du travail est destinée, selon le



Photo : AFP

La ministre du Travail Myriam El Khomri : le gouvernement et la CGT n'ont "pas trouvé de consensus."

gouvernement socialiste, à fluidifier le marché du travail, dans un pays qui compte 10% de chômeurs

et de nombreux emplois précaires. Les opposants estiment pour leur part qu'elle fragilise encore plus le statut des salariés. Des dizaines de milliers de personnes ont encore manifesté mardi contre cette réforme. Le défilé parisien a été entaché de violences qui ont donné lieu à une vive polémique entre le gouvernement et la CGT. L'exécutif a menacé d'interdire des manifestations pour éviter de nouveaux débordements, le syndicat accusant en retour la police d'inefficacité dans le maintien de l'ordre en marge du cortège. M. Martinez a affirmé qu'il n'y avait "aucune raison" de renoncer aux journées de mobilisation prévues. Il a réitéré sa demande de

suspension du débat parlementaire le temps d'ouvrir de nouvelles négociations, une solution rejetée par le gouvernement. Le projet, dernière réforme d'envergure de la présidence de François Hollande avant l'élection présidentielle du printemps 2017, est jugé très insuffisant par l'opposition de droite et le patronat et divise la gauche où beaucoup y voient un bradage des acquis sociaux. Pour son adoption en première lecture à l'Assemblée nationale, le Premier ministre Manuel Valls a dû poser la question de confiance (article 49-3 de la Constitution) qui permet de faire passer un texte de loi sans vote.